

Bilan enquête auprès des collègues sur les programmes histoire-géo du collège (sept-oct 2014)

L'enquête en ligne, composé de 23 questions a été renseignée par environ 740 collègues, syndiqués et non syndiqués. De nombreux participants ont utilisé l'espace dévolu aux commentaires personnels. Ceux-ci feront l'objet d'un traitement séparé étant donné l'ampleur du document.

Voici un premier retour des résultats, à l'aune des enquêtes précédentes menées par le SNES (notamment l'enquête de 2008 qui a précédé la mise en place des nouveaux programmes).

Nous vous proposons une lecture de ces résultats en 4 parties :

Ce qui marque une évolution dans la vision des programmes et des méthodes

Les contradictions qui restent à dépasser

Les permanences fortes sur la vision de la discipline

Quelques remarques sur des questions pour lesquelles les réponses sont assez malaisées à lire : les flous persistants.

I) Les évolutions

Question 7 : 70% des collègues qui ont répondu à l'enquête disent leur intérêt pour l'étude des civilisations extra européennes qui était un des points soumis à fortes critiques dans l'espace public au moment de leur parution et mise en œuvre. C'est donc un intéressant point d'appui pour pouvoir demander à ce que ces entrées soient maintenues.

Questions 14 et 15 : Elles portaient sur la possibilité d'harmoniser les programmes afin de **permettre des rencontres disciplinaires autour d'objets d'étude. Les collègues disent y être favorables à 80%**. Dans le même ordre d'idée les possibilités de mêler histoire et géographie sur des thèmes de programmes suscitent des réponses positives à 63%. On se souvient qu'un chapitre le permettait dans l'ancien programme de 3^{ème}, pour les programmes de 2008, c'est davantage possible avec le programme de 4^{ème}.

La question 16 portait sur les approches à privilégier en histoire.

76 % des collègues ont choisi les approches sociales, mais **l'approche politique et diplomatique est toujours plébiscitée (57%)**, les repères et les grands personnages n'obtiennent pas la majorité (46%), l'histoire économique a perdu un peu de son ancienne aura (37%). Quant aux approches anthropologiques, la percée reste modeste 21 %.

Or, dans les programmes actuels, les approches sociales ont une part très minime.

II) Les contradictions à dépasser

Questions 1 et 2 : Si une **petite majorité (54,3 % des réponses) trouvent les programmes satisfaisants ou assez satisfaisants** (contre 40,7 % peu ou pas du tout), **beaucoup de collègues ne parviennent pas à couvrir les programmes :**

en 6^{ème}, 41 %, en 5^{ème} 42 %, **en 4^{ème} 59 %**, en 3^{ème} 30 % (effet « DNB » certainement).

Par ailleurs, de très nombreux commentaires insistent sur **le caractère pléthorique des contenus**, sur le survol que cela engendre, le sentiment de ne jamais pouvoir s'attarder sur les explications nécessaires et sur le travail de réflexion à mener à travers l'acquisition de méthodes

inhérentes à la discipline.

Cependant, les questions portant sur tout ce qui pourrait permettre un allègement ne semblent pas aller dans le même sens :

- Question 13 « pensez vous que les intitulés de chapitre des nvx programmes devraient :
 - rester assez précis pour assurer un même contenus enseigné à tous 45 %
 - laisser une grande latitude dans le choix des approches d'une période ou d'un thème 13,3 %
 - permettre une liberté de choix à l'intérieur d'une même question 40 %

- Question 21 : alléger la partie du programme de 3ème portant sur la France, en
 - se limitant aux années 30 jusqu'à 1946 : 6,7 %
 - se limitant aux années 30 jusqu'à la République Gaullienne : 42,7 %
 - se limitant aux aspects sociétaux qui couvrent le siècle : 22 %

- Question 22 : alléger le programme de 3ème en
 - ne traitant pas la 1ère guerre mondiale : 2,8 %
 - ne traitant pas la guerre froide : 2,4 %
 - arrêter l'étude des thèmes aux années 70 : 41,7 %
 - **reporter au lycée certaines questions : 57 %**

Les coupes claires sont difficiles à envisager. Reste à trancher ce que l'on pourrait reporter au lycée...

Question 5 : Les collègues sont plutôt satisfaits de l'architecture « démarches, connaissances, capacités » (66%).

Question 8 : les « sondés » semblent trouver le retour du « récit » dans les prescriptions plutôt formateur pour les élèves (44%). C'est assez contradictoire avec le fait que lors de leur rédaction, ce retour du récit avait été décrié par les collègues, le SNES était ainsi intervenu pour faire ajouter la capacité « expliquer » à celle de « raconter », demande sur laquelle nous avons obtenu satisfaction.

Question 23 : le nouvel enseignement moral et civique n'emporte pas l'adhésion : 60,7 % ne pensent pas qu'il devrait être enseigné par les profs d'histoire-géographie, contre 33 % qui y sont favorables. Mais parallèlement l'éducation civique actuelle est la soupape évidente pour couvrir les programmes d'histoire-géographie (question 3 : l'éducation civique est « sacrifiée » chez 73,6 % des sondés, plutôt que l'histoire (3%) et la géographie (18,6%). Pour autant, les heures d'éducation civique risquent alors d'être pris en charge par d'autres disciplines, et rien ne dit que les horaires seront « rendus » à l'histoire et la géographie....

III) Les permanences.

La lourdeur des programmes conduit toujours à tailler dans le vif et c'est, nous dit l'enquête, les **¾ du temps sur l'éducation civique que le couperet tombe.**

Autre incontournable, le continuum chronologique reste indispensable pour 89% des personnes qui ont répondu (cela ne signifie pas qu'il faille couvrir l'intégralité de l'histoire humaine depuis l'écriture, mais bien éviter les approches qui rompraient avec « l'ordre du temps ») De même, le fait de conserver dans l'évaluation une part importante à la restitution des connaissances (58% des réponses), mais aussi à l'analyse de documents pour 52 %. Donner plus de place à

l'argumentation dans l'évaluation des acquis n'obtient que 34 % de réponses. Quant à donner moins de place à la restitution de connaissances, 10 % seulement des sondés y sont favorables.

Le maintien d'une épreuve d'histoire au DNB est approuvé par **69% des collègues** qui ont participé à l'enquête. Toutefois nous n'avons pas précisé dans notre question la forme de l'épreuve et cette réponse pourrait sans doute être nuancée si nous avions ajouté « en l'état actuel de l'épreuve ». On peut aussi comprendre cet attachement par le fait que l'HGEC, rappelons le est la seule discipline à ne pas compter dans le contrôle continu.

IV) Flous persistants.

Question 6 : **les études de cas** prescrites sont jugées **parfois pertinentes pour 61%** des collègues. Le « parfois » pèse lourd dans la réponse. Là encore on peut l'interpréter comme une ouverture tout à fait claire à ce type de démarche qui peut fonctionner très bien notamment en géographie, tout en se réservant la possibilité de ne pas l'utiliser quand on la juge inopérante. Il faut sans doute se garder d'envisager cette réponse comme une approbation catégorique.

Question 9 : Le **nouveau statut du document** – moins central, patrimonial, et plus souvent simplement illustratif – est diversement apprécié des collègues. Seulement **20% des collègues approuvent cette évolution nettement alors que 55% l'approuvent « un peu »**, ce qui peut signifier que cela ne génère pas l'intérêt ou l'enthousiasme, mais aussi que cela dénote une volonté de pouvoir utiliser de différentes manières, au gré des besoins pédagogiques, le document.

Question 22 : l'enseignement d'HDA avec son parcours d'œuvres par niveau doit être assoupli pour **45%** des collègues qui ont répondu. Assoupli peut signifier d'avoir plus de libertés dans le choix des œuvres mais aussi d'avoir la liberté d'en faire ou pas selon la nécessité pédagogique dont l'enseignant serait le seul maître.

Enfin concernant la perspective **de changer à nouveau les programmes** (question 12) on voit bien l'éreintement de la profession face au rythme des réformes puisque **72% jugent nécessaire de les changer partiellement (contre 20 % « complètement »)**. La réécriture en cours si elle signifiait de devoir refaire 4 nouveaux programmes qui seraient totalement différents, dans les 4 années à venir, risque fort d'en décourager plus d'un – e...